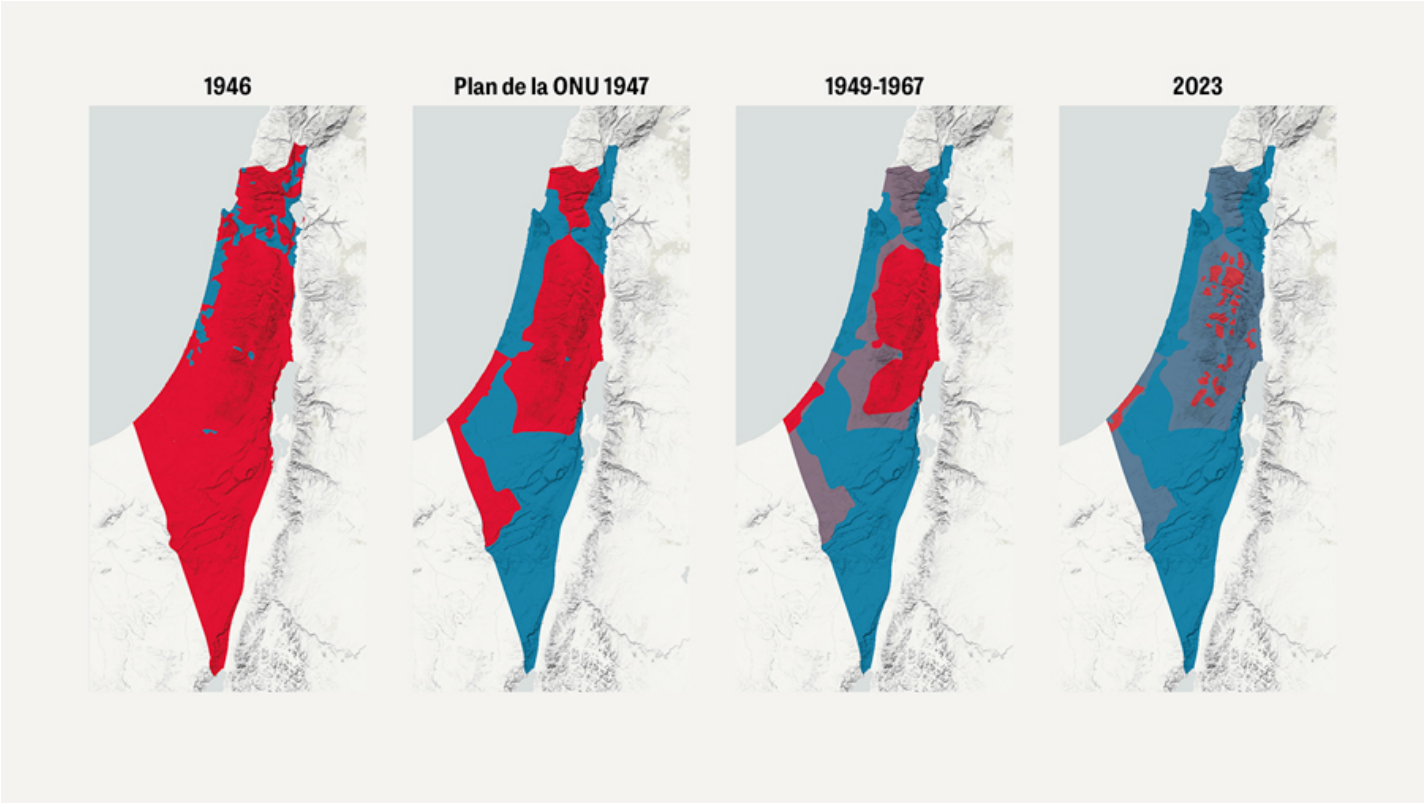
laTrompette



©MAPBOX, ©OPENSTREETMAP

Qui a le droit historique à la Terre sainte ?

Ce territoire appartient-il à Israël ou aux Palestiniens ? Ne soyez pas si sûr de le savoir.

- le personnel de la Trompette
- 12/03/2024

Au cours des dernières décennies, une question a fait l'objet de débats passionnés, attirant l'attention du monde entier : *À qui appartient légitimement Jérusalem et les terres environnantes ?*

Même la formulation d'une telle question fait l'objet de vifs débats. Ces terres doivent-elles être désignées comme « Israël », « Palestine » ou par un autre nom ? Qui exactement doit être considéré comme un « Israélien » ou un « Palestinien » ? Quel est le bien-fondé des revendications formulées au cours du siècle dernier ? Qu'en est-il de l'histoire ancienne et biblique ? L'archéologie a-t-elle quelque chose à dire ? Est-il même possible d'apporter une réponse satisfaisante ?

« Simpliste »

Lorsque les Israéliens et les Palestiniens s'affrontent, des cartes telles que celles présentées ci-dessus sont produites presque religieusement sur les médias sociaux, montrant l'expansion drastique d'« Israël » et le rétrécissement de la « Palestine » depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais pour quiconque a une connaissance basique du sujet, cette représentation virale est absurde.

PT_FR

Pourquoi ? La première carte (1946) montre le territoire de la Palestine mandataire, contrôlé non pas par les « Palestiniens » mais par l'Empire britannique. La deuxième carte (1947) montre, non pas la réalité sur le terrain, mais plutôt une partition proposée par les Nations unies. La troisième carte (1949-1967) représente fidèlement le territoire d'Israël, mais omet le fait que la Cisjordanie appartenait à la Jordanie et Gaza à l'Égypte. Le peuple palestinien n'a même jamais revendiqué son propre État souverain jusqu'en 1988 (nullifiant ainsi les trois premières cartes).

L'image d'un peuple palestinien uni qui perd son territoire souverain ou même semi-souverain au profit d'Israël au cours des 77 dernières années est un mythe—et c'est un mythe intentionnel.

Au contraire, c'est Israël qui a perdu des territoires. Dès le début des années 1500, l'Empire ottoman contrôlait une grande partie du Moyen-Orient, y compris la Palestine/Israël. Les Ottomans se sont alliés à l'Empire allemand lors de la Première

Guerre mondiale et ont été vaincus par l'Empire britannique et ses alliés en 1918. Vers la fin de la guerre, la Grande-Bretagne a publié la Déclaration Balfour, qui a ensuite été approuvée par les États-Unis et d'autres pays. Les Juifs se sont vu promettre un « foyer national du peuple juif » qui comprenait tout Israël, la Cisjordanie et Gaza, ainsi que le pays qui est aujourd'hui la Jordanie. La Jordanie a été séparée en 1921 en tant que protectorat britannique distinct, afin que cette terre soit destiné aux Arabes de la région. Le plan de 1947 a ensuite consacré encore plus de terres aux Arabes.

Le mensonge le plus répandu est que l'État d'Israël est apparu en 1948 de nulle part, avec des hordes de Juifs européens étrangers qui ont brusquement chassé les Arabes palestiniens de leurs terres ancestrales. D'une part, l'État d'Israël s'est matérialisé en 1948 sous la forme d'une population *originellement autochtone* émergeant du territoire *britannique.*

Les Britanniques appelaient « Palestine » le territoire situé à l'ouest du Jourdain. La population était principalement arabe, mais une importante minorité juive y vivait également depuis des siècles. Le gouvernement sous mandat britannique reconnaissait trois langues officielles—l'anglais, l'arabe et l'hébreu—et ses documents et sa monnaie désignaient le territoire à la fois comme la Palestine et comme ארץ ישראל (l'abréviation hébraïque d'*Eretz Yisrael,* ou « Terre d'Israël »).

Lorsque la Grande-Bretagne s'est retirée en 1947, elle s'est tournée vers les Nations unies nouvellement créées pour diviser le territoire entre les Arabes et les Juifs et pour créer une patrie pour les personnes ayant émigré après la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste. La ville de Jérusalem serait contrôlée par les Nations unies. L'Assemblée générale des Nations unies a accepté le partage subséquent des terres, en adoptant la mesure par 33 voix contre 13 en 1947, et la Grande-Bretagne a accepté de se retirer avant la fin de 1948.

Les représentants juifs ont accepté le plan. Les Arabes ne l'ont pas accepté.

« Nakba »

Les gouvernements de la « Ligue arabe » des pays voisins ont rejeté avec force ce plan et *tout autre plan* de partage de terres. Le lendemain du vote de l'ONU, la guerre civile a éclaté en Palestine. Puis, le vendredi 14 mai 1948, les troupes britanniques se sont retirées préventivement, l'État d'Israël a déclaré officiellement son indépendance sur les territoires qui lui ont été attribués—et alors que le soleil se couchait sur le sabbat, les avions de guerre égyptiens ont commencé à bombarder Tel-Aviv.

Le lendemain, les armées d'Égypte, d'Irak, de Syrie et de Jordanie ont attaqué Israël. Elles ont ordonné aux Arabes de la région d'évacuer les lieux jusqu'à ce qu'Israël soit détruit. Beaucoup ont obéi, d'autres sont restés sur place et ont continué à faire la guerre à Israël.

De quelque manière, l'État naissant d'Israël a réussi à repousser les milices arabes locales et la puissance combinée de l'Égypte, de l'Irak, de la Jordanie, du Liban, du Maroc, de l'Arabie saoudite, du Soudan, de la Syrie et du Yémen. Qui plus est, ce faisant, il a réussi à gagner un nombre important de territoires.

De nombreux Arabes appellent encore cette défaite cuisante la *Nakba* (Catastrophe). La défense victorieuse d'Israël a essentiellement produit des frontières proches de celles qu'il conserve aujourd'hui : un territoire s'étendant du Golan au nord jusqu'au golfe d'Aqaba au sud. Les forces égyptiennes contrôlaient Gaza et les forces jordaniennes se sont emparé de la Cisjordanie et de Jérusalem.

Les Palestiniens qui ont fui restent des « réfugiés » trois générations plus tard. Israël n'a joué aucun rôle dans leur expulsion—au contraire, ils sont partis pour faciliter la conquête d'Israël. Les nations qui les ont encouragés à fuir ne leur donneront pas la citoyenneté. Le « droit au retour » de ces citoyens est l'un des points les plus controversés des négociations de paix.

Un Israël beaucoup plus grand

En 1967, les tensions et l'hostilité n'ont fait qu'empirer et les forces égyptiennes se sont de nouveau massées à la frontière sud d'Israël. Elles ont expulsé les forces de l'ONU de la péninsule du Sinaï et de Gaza, ont pris les positions de l'ONU donnant sur le détroit de Tiran, d'une importance vitale, et les ont immédiatement fermé.

L'Égypte, la Jordanie et la Syrie ont signé des pactes entre eux et les forces irakiennes ont commencé à mobiliser des forces à l'intérieur de la Jordanie. L'invasion étant inévitable, Israël a lancé une attaque préventive sur les aérodromes égyptiens et la guerre israélo-arabe de 1967 a commencé.

Les résultats de 1967 étaient à peu près les mêmes que ceux de 1948, mais beaucoup plus spectaculaires. En l'espace de *six jours,* Israël a *quadruplé de* taille. Il a conquis à l'Égypte non seulement Gaza, mais aussi toute la péninsule du Sinaï. De la Syrie, il a arraché le plateau du Golan. De la Jordanie, il s'est emparé de la Cisjordanie, y compris Jérusalem.

De nombreux Israéliens ont commencé à s'installer sur le territoire nouvellement acquis, en particulier en Cisjordanie. Rejetant les faits qui ont déclenché le conflit, les puissances arabes et internationales ont qualifié les colonies d'« occupation illégale ».

Les Nations unies ont adopté une résolution appelant Israël à se retirer des « territoires » conquis au cours de cette guerre défensive. Il est important de noter que la résolution ne mentionne pas « tous les territoires »—les États-Unis auraient opposé leur veto si elle l'avait fait. Pourtant, certains considèrent aujourd'hui cette résolution comme la preuve qu'Israël occupe

illégalement la Cisjordanie.

Quelques jours après la fin de la guerre, les Israéliens ont donné la juridiction du mont du Temple de Jérusalem aux autorités jordaniennes à la condition que les Juifs puissent s'y rendre librement, mais pas y prier. À ce jour, ce site le plus sacré du judaïsme (et le troisième plus sacré de l'islam) est contrôlé par le Waqf islamique, et les visiteurs juifs sont surveillés et gardés par la police israélienne.

Début de la paix (ou pas)

En 1973, l'Égypte et la Syrie se sont mobilisés à nouveau et ont attaqué Israël, cette fois à l'occasion du jeûne juif de Yom Kippour. Des combats acharnés ont eu lieu dans le Sinaï et sur le plateau du Golan, mais les frontières d'Israël n'ont pas changé de manière substantielle.

Plus tard dans les années 1970, cependant, un changement substantiel s'est produit. Le Président égyptien Anouar el-Sadate a rompu avec les « trois non » de la résolution de Khartoum de la Ligue arabe de 1967 : « non à la paix avec Israël, non à la reconnaissance d'Israël, non aux négociations avec lui ». Sadate a offert la *paix* à Israël.

Les accords de paix entre l'Égypte et Israël ont été confirmés par les accords de Camp David en 1978, sous le contrôle des États-Unis. Israël a accepté de rendre le Sinaï à l'Égypte en échange de la paix et de la normalisation des relations entre les deux pays, en se retirant de certains des territoires conquis lors de la guerre des Six Jours et en satisfaisant aux exigences de l'ONU. Malheureusement, Sadate n'allait pas vivre assez longtemps pour voir les fruits de ses efforts : bien qu'il ait reconquis l'immense masse continentale du Sinaï pour l'Égypte sans une balle tirée ni une vie perdue, il a été assassiné par des djihadistes islamiques au sein de l'armée égyptienne en 1981, l'année précédant la cession du contrôle total par Israël.

Ni la guerre du Kippour ni les accords de Camp David n'avaient réellement abordé la question palestinienne. Israël avait également mené des négociations secrètes avec la Jordanie en vue de la paix, mais lorsque la nouvelle de ces négociations a été rendue publique, la Jordanie a immédiatement pris ses distances. Israël a donc dû traiter directement avec les Palestiniens et le mouvement reconnu par la Ligue arabe comme étant leur représentant : l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dirigée par Yasser Arafat.

État terroriste

La question « insoluble » de la Palestine et l'idée d'une « nation palestinienne » sont donc très récentes. Ce n'est qu'en 1988 que l'OLP d'Arafat a brandi son drapeau noir, blanc et rouge nouvellement adopté avec la déclaration d'un « État de Palestine. » Cette déclaration, émanant d'une entité désignée l'année précédente par les États-Unis comme une organisation terroriste, posait quelques problèmes de légitimité : l'OLP ne contrôlait aucun territoire, et encore moins ce qu'elle déclarait être sa capitale, Jérusalem. Elle entendait plutôt conquérir la Palestine par la lutte armée.

Pourtant, l'ONU a invité Arafat à s'exprimer devant l'Assemblée générale, et 75 nations de l'ONU ont officiellement reconnu cette « Palestine » et l'OLP sans terre comme un « gouvernement en exil ».

La pression en faveur de la reconnaissance de cette entité s'est accrue au fil des ans et, en 1993, les accords d'Oslo, approuvés par les États-Unis, ont été signés par Arafat et le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, reconnaissant la nouvelle Autorité palestinienne (AP) d'Arafat comme représentant officiellement le peuple palestinien. Des négociations ultérieures ont abouti au retrait par Israël des populations de Jéricho, de la plus grande partie d'Hébron et de la plus grande partie de Gaza, et l'AP a assumé une juridiction semi-autonome sur ces zones et sur d'autres zones de la Cisjordanie.

Selon l'historien israélien Efraim Karsh, Oslo a représenté « la plus grave erreur stratégique de l'histoire [d'Israël]. Au total, plus de 1 600 Israéliens ont été assassinés et 9 000 autres blessés depuis la signature de la [Déclaration de principes] jusqu'à aujourd'hui, soit près de quatre fois le nombre moyen de morts des 26 années précédentes » (« Pourquoi le processus de paix d'Oslo a condamné la paix», 2016). Ces chiffres sont aujourd'hui dramatiquement dépassés.

En 2005, le gouvernement israélien, dirigé par Ariel Sharon, a expulsé par la force quelque 8 000 Juifs de Gaza, la remettant au pouvoir palestinien. Le Premier ministre par intérim, Ehud Olmert, a salué le « processus remarquable » de désengagement de Gaza, en déclarant notoirement lors d'un dîner de presse : « Nous sommes fatigués de nous battre. Nous sommes fatigués d'être courageux. Nous sommes fatigués de gagner. Nous sommes fatigués de vaincre nos ennemis. »

Ces mots nous hantent encore aujourd'hui.

Revendications, bibliques et historiques

Mais jusqu'où va la revendication historique d'Israël sur ce territoire ? 1988 ? 1948 ? 1885—l'année où l'étoile de David a flotté pour la première fois dans la ville ottomane de Rishon LeZion (au sud de Tel Aviv) ?

Les liens d'Israël avec cette terre remontent à des *milliers* d'années, au deuxième millénaire avant Jésus Christ. L'Ancien Testament témoigne d'une présence juive qui remonte à Abraham. Des objets laïcs, tels que la stèle égyptienne de Mérenptah, décrivent une nation israélite il y a plus de 3000 ans. Le Nouveau Testament et l'histoire romaine montrent clairement l'existence d'un État juif à l'époque de Jésus-Christ.

Même le Coran confirme l'existence historique d'Israël dans cette région. Le personnage le plus mentionné dans le Coran est Moïse. Le livre suit largement une interprétation de nombreux événements de la Bible hébraïque et du Nouveau Testament.

Il est dit qu'Allah a « consacré » la « terre sainte » pour eux (Al-Ma'idah 5 : 20-21). Il leur a donné une « résidence fixe » (Yunus 10 : 93). Il décrit l'Exode et le fait que Dieu a donné à Israël la terre de Canaan (Al-Isra 17 : 103-104).

Cette vérité est régulièrement reconnue par les érudits musulmans. En novembre dernier, une vidéo adressée aux Palestiniens par le célèbre auteur et personnalité médiatique saoudien Rawaf al-Saeen est devenue virale (visionnée plus de 6 millions de fois). Abordant le sujet de la propriété historique et biblique légitime de la Terre sainte, il s'est emporté : « Aucun d'entre vous ne veut d'un État palestinien, puisque vous n'avez ni cause, ni pays, ni terre. Cette terre appartient à Israël, selon le Coran. Et vous êtes un peuple déplacé, provenant de partout. Mongols, Turkmènes, Circassiens, Arméniens, Tsiganes. Vous n'avez rien en Palestine. La Palestine est l'État d'Israël, pour le peuple d'Israël. »

De grands empires ont conquis la région à plusieurs reprises. En l'an 135, l'empereur romain Hadrien a tenté de la rayer littéralement de la carte, en la rebaptisant *Palestina*—t*erre* des Philistins—pour tenter de la dissocier de son association avec les Juifs. Néanmoins, jusqu'aux périodes ottomane et du mandat britannique, le peuple juif indigène a continué à vivre sur la terre qui était *à lui*—selon l'histoire, l'archéologie et les écritures—et selon la Bible hébraïque, le Nouveau Testament et le Coran.

Et dans l'histoire plus récente, ce sont les *ennemis* d'Israël qui ont rejeté un État qui leur était offert sur un plateau d'argent, qui ont lancé des invasions et tenté d'élargir leurs frontières, qui ont *perdu* des terres supplémentaires en raison de leur *propre* agression et de leur intransigeance. C'est Israël qui a*reçu* son territoire de la puissance qui le contrôlait, ne gagnant des territoires que dans des guerres défensives. Et c'est *Israël* qui a *restitué* d'immenses étendues de terre, *y compris* le site le plus sacré du judaïsme, le mont du Temple, tout cela dans l'intérêt de la paix.

Comparez l'histoire de l'acquisition de terres et des droits d'Israël à celle de presque *n'importe quelle autre nation, et* vous devrez reconnaître que, de tous les pays de la planète, Israël possède l'une des plus grandes revendications légitimes sur ses terres.

À qui appartient la terre ?

Depuis des siècles, l'homme est aux prises avec la question suivante :*Qui doit posséder quelle terre ?* Il n'a toujours pas trouvé de réponse satisfaisante, comme le montrent les guerres actuelles dans les Balkans, en Éthiopie et au Soudan. Mais pour ceux qui croient en la Bible, la réponse est claire.

« Voici, à l'Éternel, ton Dieu, appartiennent les cieux et les cieux des cieux, la terre et tout ce qu'elle renferme » (Deutéronome 10 : 14). En réalité, c'est le droit du *Créateur* qui a créé la Terre sainte ou tout autre territoire qui l'emporte sur toute autre revendication.

C'est le Créateur qui détermine la propriété des terres, et c'est Lui qui a décidé de punir les Cananéens pour leurs péchés, non pas par favoritisme envers les Israélites, mais en *dépit* des Israélites. Cela n'est pas sans rappeler la manière dont Il a puni Israël, ancien et moderne, pour *ses* péchés (voir Lévitique 18 : 25). « Dieu ne fait point acception de personnes » (Actes 10 : 34). Ainsi, lorsque l'ancien Israël n'a pas obéi à Dieu, *Il l'a également chassé* du pays en punition de *ses* péchés (par exemple, Deutéronome 9 : 4 ; 29 : 1-29 ; 2 Rois 17).

Il a également prophétisé que dans les temps modernes, les Juifs y retourneraient. Lorsque les Britanniques ont conquis la Terre sainte en 1917, ils ont accompli la prophétie biblique avec une précision incroyable (encadré, « Un accomplissement spectaculaire de la prophétie »).

La prophétie biblique montre que la volonté de Dieu est que les descendants modernes d'Israël possèdent cette terre à cette époque. D'autres prophéties le confirment. Zacharie 14 décrit la perte par les Juifs de la moitié de la ville de Jérusalem peu avant le retour du Messie. Pour qu'ils en perdent la moitié, il faudrait qu'avant cela ils détiennent la ville entière. Ainsi, il y a des milliers d'années, Zacharie 14 a prophétisé l'issue de la guerre des six jours de 1967.

L'apôtre Paul a déclaré aux Athéniens que « [Dieu] a fait toutes les nations à partir d'un seul homme, pour qu'elles habitent sur toute la terre, et il leur a marqué les temps fixés dans l'histoire et les limites de leurs pays » (Actes 17 : 26 ; *New International Version*). En fin de compte, c'est Dieu qui détermine quels peuples possèdent quelles terres et à quel moment.

Par l'intermédiaire du prophète Daniel, Dieu a révélé que « le Très-Haut domine sur le règne des hommes, qu'il le donne à qui il lui plaît, et qu'il y élève le plus vil des hommes » (Daniel 4 : 17). Le livre de Daniel montre que Dieu façonne et modèle l'histoire. « Dieu a alloué à l'homme 6000 ans pour qu'il instaure son propre mode de vie, mais en s'assurant que tous les événements sont façonnés selon Son plan magistral », écrit le rédacteur en chef de la *Trompette,* Gerald Flurry. « …Il domine sur le règne des hommes, aujourd'hui » (*Daniel dévoile l'Apocalypse*).

La tentative d'effacer Israël et de nier le droit des Juifs à cette terre découle d'une rébellion contre ce plan. La véritable cible n'est pas les Juifs—il s'agit d'une attaque contre Dieu et d'un effort pour saper Son plan qui est pour le bien et le salut de toute l'humanité.

L’histoire véridique nous renvoie au Dieu qui l’a prophétisée et façonnée. L’histoire ancienne, les Écritures, les archives archéologiques, les événements modernes et l’avenir immédiat témoignent tous d’une réalité éblouissante : la Bible est vraie, le Dieu de la Bible est réel, et c’est le Dieu non seulement des Juifs ou du reste des Israélites, mais de toute l’humanité.